



Pouvons-nous défendre notre droit à l'activité ?

Exposé devant l'Assemblée Générale des Irrigants de Dordogne,

par Bernard Beauzamy
PDG, SCM SA

Eglise Neuve de Vergt, vendredi 7 mars 2014

Depuis une trentaine d'années, on assiste, en France, à une mise en cause permanente des activités humaines, au nom de leur impact supposé sur l'environnement. Je parle bien sûr des activités agricoles, industrielles, mais aussi du simple droit d'une famille à faire une balade en voiture le dimanche. Tout ceci est examiné par quantité de commissions et d'experts, réglé au prorata des émissions de polluants ou de l'utilisation des ressources fossiles, taxé en fonction des émissions de CO₂. Tout se passe comme si la France devenait une sorte de parc géant, un Disneyland à l'échelle du pays, dans lequel les jeunes gens et les jeunes filles se promèneraient les cheveux au vent, à pied ou à vélo, bien sûr. Dans ce parc géant, le maïs viendrait en boîtes, importé de l'étranger, et on ne sait pas trop ce que feraient de leur temps libre les jeunes gens et les jeunes filles, puisque, toute activité économique ayant disparu, il n'y aurait plus d'emplois.

Avant de voir comment faire reconnaître notre droit à l'activité, nous devons voir d'où vient cette idéologie : il faudra la combattre à la source. Le concept de base est celui de développement durable.

1. Le développement durable : un concept fondamentalement malsain

Imaginez une pauvre femme ; elle vit seule à la campagne avec sa fille encore enfant. Pendant vingt ans, elle épargne sou à sou pour lui offrir un trousseau le jour de son mariage : du linge, de beaux vêtements, des draps de lin. Pendant vingt ans, elles vivent mal : peu de nourriture, pas de chauffage, aucune distraction. La mère est fière de ses sacrifices, mais la fille les approuvera-t-elle ? Evidemment non : elle a souffert des privations et le trousseau lui déplaît ; la mode a changé. Sa mère aurait mieux fait d'assurer un confort quotidien et de permettre à sa fille de sortir. Le développement durable est semblable à ce trousseau de mariée : inutile aux générations futures, il nuit aux générations présentes. C'est un concept fondamentalement malsain.

Le "développement durable" est apparu à partir des années 1970, pour devenir progressivement le thème de base des politiques publiques. Il y a, quelle que soit l'orientation électorale, un ministère du développement durable. Personne ne remet en cause l'idée générale, tant elle paraît pertinente : il s'agit de préserver les ressources pour l'avenir, ou bien, pour le dire à l'envers, de ne pas tout gaspiller de manière immédiate et irraisonnée.

En parallèle de la montée du développement durable, on a vu une baisse généralisée de la capacité d'initiative, dans le pays tout entier : apparition du "principe de précaution", doctrine des "économies d'énergie", inquiétudes quant à l'état de la planète, et, comme corollaires, l'augmentation du chômage, la stagnation de l'économie, la baisse de compétitivité. Pourtant, personne n'a jamais osé se poser cette simple question : le concept de développement durable est-il réellement pertinent ?

Nous allons voir qu'il est fondamentalement malsain, non seulement (comme ce peut être le cas pour certaines doctrines politiques ou économiques) parce qu'il est mal appliqué, ou insuffisamment appliqué. Non, il est malsain par essence : il conduit de manière inéluctable aux catastrophes que l'on constate et que l'on ne sait pas expliquer.

Le postulat de base est, on le sait "il faut préserver les ressources pour l'avenir". Observons d'abord, et cela devrait tout de même nous mettre la "puce à l'oreille", qu'aucune espèce animale ne procède ainsi. Les espèces animales mangent tout ce qu'elles peuvent manger ; elles croissent quand elles trouvent de la nourriture et décroissent quand ce n'est plus le cas. C'est une loi de la Nature, qu'il sera difficile à l'espèce humaine de transgresser. Mais rien n'interdit d'essayer.

Observons ensuite, et cela également devrait nous faire réfléchir, qu'aucune civilisation avant la nôtre n'a jamais observé un tel principe. Les civilisations se sont développées selon une règle d'utilisation des ressources disponibles : les fleuves, les minerais, les terres cultivables. Quand les ressources disparaissent, les civilisations meurent ou se déplacent. C'est aussi une loi de la Nature, qu'il sera difficile à notre civilisation de transgresser. Mais, là encore, rien n'interdit d'essayer. Nous sommes avertis, voilà tout.

Essayons maintenant d'aller au-delà des mots vides et creux "développement" et "durable" et de voir scientifiquement comment le problème pourrait être posé. Il s'agit clairement d'un problème d'utilisation optimale de ressources, ce qui a un sens mathématique : on dispose de ressources (énergétiques, environnementales, humaines, etc.) et on voudrait les utiliser "au mieux".

Et c'est là que le scientifique en général, et le mathématicien en particulier, commence à avoir de sérieux doutes. Tout d'abord, les ressources disponibles ne sont pas bien définies. On ne sait pas quelles sont, par exemple, les ressources en pétrole ou en gaz. Pour ce qui est des "ressources environnementales" (biodiversité, etc.), c'est encore moins clair : il apparaît et disparaît constamment des espèces animales, pas plus maintenant qu'à l'ère tertiaire. La "ressource en eau" est essentiellement constante, quoi que fasse l'homme. Mais ensuite, on ne sait pas ce que signifie une utilisation "au mieux". S'il s'agit de transmettre le plus de ressources possible à nos descendants, une solution évidente sera : ne pas toucher aux ressources actuelles.

Et c'est là que l'on voit l'erreur méthodologique qui est commise : la "ressource" n'est pas une quantité fixe, bien définie, par exemple tant de millions de m³ de pétrole, qu'il faudrait léguer à nos descendants. Bien au contraire, le pétrole, le gaz, l'uranium, etc., ne sont que des "facilités" que nous savons utiliser aujourd'hui, compte-tenu de l'avancement de nos technologies, mais qui, vraisemblablement, n'auront plus aucun sens, aucun intérêt, pour nos descendants dans cent ou deux cents ans, tout comme la ressource "cheval" n'a plus grand sens pour nous.

En léguant nos "ressources" à nos descendants, nous commettons deux erreurs majeures :

- Tout d'abord, nous nous en privons aujourd'hui, alors que nous en avons un besoin vital pour le développement de nos économies ;
- Ensuite, nous limitons la capacité de recherche des civilisations, présentes comme futures : puisque des ressources restent disponibles, il est inutile d'en chercher d'autres.

En d'autres termes, nous rendons un bien mauvais service à nos descendants, en leur transmettant des "ressources" dont ils ne sauront que faire, semblables en cela à cette vieille dame, qui économise toute sa vie pour léguer un trousseau à sa fille.

Passons maintenant en revue, de manière concrète, les trois principes fondamentaux de nos politiques actuelles ; groupe néfaste dont la tête, le développement durable, est plus néfaste encore.

2. Le principe de précaution

Le développement durable a donné naissance à un monde clos, protégé, figé, à l'intérieur duquel il ne reste plus qu'à optimiser la gestion des ressources. Le principe de précaution est son corollaire naturel. Il faut préserver ces ressources, que l'on a tant de mal à obtenir ; il faut préserver la planète et l'espèce humaine. Mais chacun constate aujourd'hui les excès auquel ce principe conduit : il interdit toute recherche, toute expérimentation. Aujourd'hui, il interdit l'exploration des gaz de schiste ; appliqué hier, il aurait interdit l'imprimerie (les caractères sont en plomb, métal toxique) ou la découverte des vaccins, qu'il a bien fallu expérimenter.

3. La doctrine des économies d'énergie

Elle se renforce un peu plus chaque année et elle est à l'évidence une conséquence directe du développement durable : puisque les "ressources" sont limitées, il faut les économiser. Les tenants de cette doctrine semblent n'avoir aucune référence historique : si le 19^{ème} siècle nous avait légué des monceaux de bougies, nous n'aurions probablement jamais songé à utiliser l'électricité ; ce n'est pas en économisant sur les populations de chevaux que l'on invente l'automobile. On multiplierait les exemples de ce type.

4. L'état de la planète

Quantité de gens, aujourd'hui, sont absolument persuadés que la planète est en danger, du fait de l'homme, et qu'il faut d'urgence lancer toutes sortes d'actions correctrices, en particulier économiser l'énergie. Cette doctrine, elle aussi, résulte du concept de "développement durable" et le monde clos qu'il suppose. Pour essayer d'évaluer les "ressources", l'humanité s'est mise à étudier la planète, et, sans rien y comprendre, a immédiatement décidé qu'elle était en danger. Pourtant, là encore, les références historiques les plus simples et les plus évidentes permettent de voir qu'il n'en est rien : la Nature, par le passé, s'est très facilement débarrassée d'innombrables espèces (animales ou végétales), tandis que l'espèce humaine prospère tranquillement : nous sommes de plus en plus nombreux et nous vivons de plus en plus longtemps. A ce jour, la planète s'accommode fort bien de l'espèce humaine ; tout porte à croire qu'elle n'a même pas remarqué sa présence.

Bien des régimes politiques ont disparu – mais du fait d'une opposition organisée et active. Bien des civilisations ont disparu – mais du fait de guerres ou d'invasions. Ici, il n'y a ni opposition ni guerre : nous vivons en paix, satisfaits d'un concept profondément malsain, dont les conséquences négatives sont évidentes.

5. Comment reprendre la main ?

Je pense qu'il n'est pas utile de s'en prendre à tel ou tel leader écologiste : ils ont le droit à la parole, tout comme nous. L'histoire de l'humanité regorge de charlatans de tout poil, qui annoncent tous les deux jours une catastrophe et même la fin du monde, si on ne respecte pas leur doctrine à la lettre. Généralement, ils ne parviennent à convaincre que quelques douzaines de crédules : cela s'appelle une secte. La question est ici : comment se fait-il qu'une idéologie aussi profondément et évidemment malsaine que le développement durable ait pu parvenir à ensemençer un pays tout entier, pays qui se veut cartésien par tradition ?

La raison me semble tenir moins au talent des zéloteurs de la doctrine qu'à l'extrême pusillanimité des opposants. Aucun n'a osé porter le débat sur la place publique. Beaucoup savent, en leur for intérieur, que la doctrine dominante est une absurdité, mais aucun n'ose le dire, tant le politiquement correct est ancré dans les mentalités. Les entreprises font "de la communication" en actions vides de sens, consacrées au développement durable. C'est à qui développera le site web le plus vert, à qui affichera le plus de logos des associations de protection de l'environnement. On en vient à s'excuser de produire de l'électricité : il faut compenser en affichant une photo de panda.

J'aurai ici une pensée particulière pour deux corporations que je trouve spécifiquement responsables : les journalistes, dont c'est normalement le métier que de vérifier les faits et susciter les controverses, et les universitaires, qui sont généralement titulaires de leur emploi (donc à l'abri de toute pression), dont c'est le métier que d'animer le débat d'idée. On a vu plus d'opposants aux doctrines des dictateurs, en des temps où c'était autrement plus dangereux, et où il y avait des gens autrement plus courageux ! Grand merci, donc, aux irrigants de Dordogne pour le présent débat.

6. Les adoreteurs de la bassine

Les doctrines à base de développement durable sont, comme nous l'avons montré, fondamentalement malsaines ; elles prétendent tenir leur légitimité d'études scientifiques, mais il s'agit toujours de modèles mathématiques faits pour la circonstance : constructions entièrement dépourvues de valeur opérationnelle, n'obéissant à aucune des règles qui régissent la recherche scientifique, et donc très faciles à combattre. Autrement dit, il est facile de montrer que l'ensemble des décisions prises, réglementations, directives, etc., ne repose absolument sur rien, sur aucun fait scientifique. Ce ne sont que des dogmes, comme si, par exemple, on obligeait par la loi la population à fréquenter l'église le dimanche (cela s'est fait). Les analyses sont généralement entachées d'erreurs de logique absolument flagrantes. Dans le cas qui nous occupe, on oublie que les fleuves participent au cycle de l'eau, et on les traite comme s'il s'agissait d'une vaste bassine, dont il faudrait surveiller le niveau. La bassine a ses adoreteurs.

Le dogme ne s'effondrera pas de lui-même, parce qu'il est profondément enraciné dans les mentalités, mais on peut au moins l'attaquer, par exemple devant les tribunaux compétents.

On me dira : il est trop tard, tout ceci a maintenant force de loi, et il faut obéir. Je répondrai, comme Victor Hugo dans "les Châtiments" [1] :

*Oui, je comprends, l'opprobre est un fait accompli.
Mais qui donc a voté ? Mais qui donc tenait l'urne ?
Mais qui donc a vu clair dans ce scrutin nocturne ?*

Prenons l'exemple de l'écotaxe poids lourds ; on me dit qu'elle a été votée à l'unanimité. C'est sans doute exact, mais cela prouve seulement la perversion du système de vote : les opposants à la taxe, qui sont nombreux, n'avaient pas été conviés à la prise de décision. Le "Grenelle de l'Environnement", de manière générale, a veillé à écarter tous les sceptiques. Ceux-ci, bien entendu, ne se sentent pas liés par les décisions prises par un processus aussi faussement démocratique.

Le fait que des lois et règlements existent ne m'inquiète nullement ; l'histoire de l'humanité regorge de situations où ils ont été promulgués, puis abandonnés : il y eu une taxe sur le sel, appelée "gabelle", une taxe sur les portes et fenêtres, et bien d'autres encore ; les taxes sur nos activités peuvent disparaître de la même manière. Les taxes et règlements ne font que refléter l'état de l'opinion à une époque donnée. On peut les prendre en compte, mais il ne convient pas de leur accorder une valeur excessive.

7. Etre force de proposition

Je pense que la meilleure manière de combattre une doctrine malsaine est de revenir aux règles de base de l'esprit scientifique, de l'honnêteté scientifique. Il ne sert à rien de guerroyer sur des détails. Pour le sujet qui nous préoccupe aujourd'hui – l'irrigation en Dordogne – il faut présenter un projet global, concernant une zone suffisamment vaste et homogène (je dirais par exemple le bassin versant de la Dordogne).

Le projet aurait vocation à définir les besoins en eau de la population en général, des industriels et des agriculteurs, sans omettre l'une quelconque de ces catégories et sans en privilégier aucune. Il examinerait les variations de ces besoins sur un passé récent et les évolutions attendues, mettons sur 20 ans. C'est l'opportunité pour les agriculteurs comme pour les industriels d'y insérer des projets d'avenir.

Le projet ferait également l'analyse de la ressource (pluviométrie, débits des fleuves, nappes phréatiques), moyennées par exemple sur 20 ans, en examinant les variations saisonnières.

Nous avons fait un travail de ce genre à propos de la Vendée, pour Veolia Environnement [2] ; il ne nous avait pris que quelques mois et est à l'origine de notre livre [3], parce qu'il avait fallu reconstituer beaucoup de données manquantes pour les débits des fleuves.

Un élément essentiel du dossier serait l'impact sur l'emploi et le bilan économique. J'entends dire, par exemple, qu'il serait possible de planter des noyers, réduisant ainsi notre importation de noix et créant des emplois : un tel argument est essentiel dans la présentation. Je n'arrive pas à comprendre au nom de quel dogme la France devrait s'interdire de planter des arbres !

La question m'a été posée : comment gérer les interdictions actuelles de nature environnementale : présence d'écrevisses à pattes blanches, zones protégées de toute nature ? Ma première réponse sera évidemment que l'activité de l'espèce humaine a priorité devant toutes ces contraintes, qui sont de nature dogmatique. J'ajouterai que si l'écrevisse a des pattes, elle peut les utiliser pour aller ailleurs. Mais je pense, en définitive, qu'il est inutile d'engager ce type de discussion, qui ne mènera jamais à rien : on ne peut combattre le dogmatisme des adorateurs de la bassine par des arguments scientifiques. Il nous suffira de dire que les installations projetées représentent une superficie infime des zones considérées. Faisons notre dossier, veillons à ce qu'il soit complet, honnête et bien présenté, et ne nous soucions pas trop des dogmes qu'il pourrait heurter.

Le dossier doit être grossier, c'est-à-dire ne pas se perdre dans d'inutiles détails techniques, mais il a vocation à être complet : toutes les parties doivent être représentées. Il ne faut pas donner l'impression que c'est un plaidoyer "pro domo" en faveur de l'agriculture. Il faut surtout que le dossier soit honnête, c'est-à-dire que les données et les raisonnements soient bien présentés : avantages et inconvénients de la solution proposée doivent apparaître.

Un dossier honnête et bien présenté a de bonnes chances de retenir l'attention des services techniques de l'Etat. Nous avons un exemple récent en ce sens. En 2013, à la demande du consortium COSEA (Vinci), en charge de la réalisation de la ligne TGV Sud Europe Atlantique, nous avons procédé à une analyse critique des calculs menés, par la DREAL et par COSEA, à propos des crues extrêmes sur la Vienne et la Creuse. Nous avons montré les erreurs commises dans les calculs précédents et rédigé un dossier très détaillé, analysant les données et montrant comment mener les calculs (voir [4]). Notre dossier a été très bien accueilli par le Directeur Départemental des Territoires de Tours.

Notre expérience est aussi qu'un dossier honnête et bien présenté retient l'attention des politiques. En 2003-2005, nous avons fait un travail pour Veolia Environnement : définition à dix ans du réseau d'assainissement de Brest.

Le résultat consistait en une sorte de liste de toutes les options possibles (quel nombre de stations d'épuration ? quel emplacement et quelle superficie pour les bassins de rétention ? quelles interconnexions ?, etc.) avec, pour chacune, une évaluation des coûts, des avantages et des inconvénients (voir encore [2]). Nous avons présenté nos résultats devant les responsables politiques de la communauté urbaine de Brest, qui nous ont félicités pour l'honnêteté du travail. Petit piquant, peut-être pas très gentil pour Veolia, ils ont ajouté "enfin !".

8. Informer le public

En complément de ce dossier technique, les agriculteurs auraient tout intérêt à rédiger des notes à destination du grand public, où ils expliqueraient leurs idées de développement à vingt ans ; de telles notes seraient en particulier adressées aux mairies et aux médecins, qui sont des relais d'opinion. Il n'est pas bon de rester en permanence sur la défensive. Je crois l'avoir dit plus haut : l'agriculture, tout comme l'industrie, a en France un droit à l'existence et même au développement. Les agriculteurs, tout comme les industriels, auraient intérêt à bien expliquer au grand public quels sont leurs projets en ce sens. La Dordogne peut parfaitement prendre l'initiative et les autres départements suivront avec intérêt.

Une autre fiche, bien faite, serait tout aussi utile pour rappeler à la population quelques vérités de bon sens, jadis enseignées à l'école primaire. Le maïs ne pousse pas dans des boîtes ; il faut arroser les plantes pour qu'elles vivent. L'eau ainsi prélevée dans les fleuves n'est pas "consommée" ; elle retourne en définitive à la mer ; un fleuve n'est pas une bassine. A l'échelle de quelques millions d'années, la quantité d'eau totale sur Terre est constante, quoi que nous fassions. Les fleuves coulaient avant nous et continueront après nous. Les irrigants de Dordogne ont vocation à participer à cette éducation, quelque naïve qu'elle puisse paraître. Cela me rappelle ce que me disait l'un de mes amis, à RTE (Réseau de Transport d'Electricité) : la population croit que l'électricité sort des prises de courant ; elle ne comprend pas qu'il faut l'y amener !

9. Une longue patience

La reconquête de l'honnêteté et de l'esprit scientifique n'est sans doute pas impossible, mais elle sera longue. L'une des plus longues périodes d'obscurantisme que l'humanité ait connues a duré 1 800 ans : entre Aristarque de Samos et Copernic, pendant 1 800 ans, l'humanité a "oublié" que la Terre tournait autour du Soleil, au profit de dogmes qui lui assuraient l'inverse.

C'est le même dogmatisme qui est aujourd'hui à l'œuvre ; ce sont les mêmes qui voyaient la Terre immobile au centre de l'Univers et qui aujourd'hui confondent un fleuve avec une bassine qu'il faut protéger et dont ils se voient les défenseurs. Il a fallu 1 800 ans pour que la première doctrine soit finalement abandonnée ; pourquoi en irait-il autrement de la seconde ?

Peut-être, dans 1 600 ans, allons-nous à nouveau considérer comme évident ce que Voltaire écrivait il y a 200 ans (Traité sur la Tolérance [5]) :

"La nature dit à tous les hommes : Je vous ai tous fait naître faibles et ignorants, pour végéter quelques minutes sur la terre, et pour l'engraisser de vos cadavres. [...] Il y a un édifice immense dont j'ai posé le fondement de mes mains : il était solide et simple, tous les hommes pouvaient y entrer en sûreté ; ils ont voulu y ajouter les ornements les plus bizarres, les plus grossiers, et les plus inutiles ; le bâtiment tombe en ruine de tous les côtés ; les hommes en prennent les pierres, et se les jettent à la tête ; je leur crie : Arrêtez, écarterez ces décombres funestes qui sont votre ouvrage, et demeurez avec moi en paix dans l'édifice inébranlable qui est le mien."

Donc, à votre place, je ferais preuve de patience. Sur cette note profondément optimiste, je vous remercie de votre attention.

10. Références

[1] Victor Hugo, Les Châtiments, Livre Troisième, IV, 1853.

[2] Liste des travaux réalisés par la SCM pour Veolia Environnement, Région Ouest :
http://www.scmsa.eu/fiches/SCM_Travaux_SCM_Veolia_Region_Ouest.pdf

[3] Bernard Beuzamy et Olga Zeydina : Méthodes probabilistes pour la reconstruction de données manquantes. Ouvrage édité et commercialisé par la Société de Calcul Mathématique SA, ISBN 2-9521458-2-2, ISSN 1767 – 1175, avril 2007.
http://scmsa.eu/archives/SCM_RDM_order.pdf

[4] SCM 2013, COSEA : Analyse de la durée de retour des crues extrêmes pour la Vienne et la Creuse (réalisation de la ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique)
http://www.scmsa.eu/archives/SCM_COSEA_Rapport_Crues_Vienne_2013_10_01.pdf

[5] Voltaire : Traité sur la Tolérance, chapitre XXV, 1763.